

**RÈGLEMENT DU CONCOURS V2**

**MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE**

**CONCOURS RESTREINT SUR ESQUISSE +**

**« PHASE CANDIDATURES »**

**2024F15**

---

**Missions de maitrise d'œuvre pour la reconfiguration du  
groupe scolaire Léo Lagrange**

---

Date et heure limites de réception des candidatures :

**Mardi 21 mai 2024 à 12h00**

**Commune de Vénissieux**  
Hôtel de Ville de Vénissieux  
5 avenue Marcel Houël  
BP 24  
69631 Vénissieux Cedex

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 – Contexte de l’opération et éléments de programmation	3
1.2 – Missions confiées	4
1.3 – Mode de passation	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 – Respect du principe d’impartialité	5
2.3 –Forme juridique du groupement	5
2.4 - Variantes	5
2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles / alternatives	:5
2.6 – Clauses de réexamen	5
2.6 - Réalisation de prestations similaires	6
2.7 – Composition du jury	6
2.8 – Niveau de rendu des prestations exigé et prime allouée	6
3 - Conditions relatives au contrat	7
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	7
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
3.3 – Clauses d’insertion par l’économie	7
4 – Compétences obligatoires attendues	8
5 - Contenu du dossier de consultation	7
6 - Présentation des candidatures	9
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
8- Examen des candidatures	12
8.1 – Cas de non-conformité des candidatures	12
8.2 – Critères de sélection des candidatures	13
8.3 – Limitation du nombre d’équipes admises à remettre une offre	13
9 - Renseignements complémentaires	14
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	14
9.2 - Procédures de recours	14

# **1 - Objet et étendue de la consultation**

## **1.1 – Contexte de l'opération et éléments de programmation**

La présente consultation concerne les prestations suivantes :

### **Missions de maîtrise d'œuvre pour la reconfiguration du groupe scolaire Léo Lagrange**

#### **Éléments de contexte de l'opération :**

La présente opération s'inscrit dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain des quartiers Minguettes-Clochettes.

Le secteur Léo Lagrange est notamment concerné par un projet de création d'une voirie de désenclavement sous maîtrise d'ouvrage Métropole qui passera au sein de la parcelle du groupe scolaire actuelle au droit de 2 bâtiments. Ce contexte conduit la ville de Vénissieux à devoir reconfigurer le groupe scolaire Léo Lagrange qui contient actuellement 4 bâtiments (2 élémentaires, une maternelle et un restaurant scolaire).

La ville de Vénissieux profitera de cette opération pour augmenter la capacité d'accueil du site et notamment redécouper la carte scolaire afin de désengorger les secteurs proches des quartiers Gabriel Péri et du Centre.

#### **HYPOTHESES PROGRAMMATIQUES :**

La capacité d'accueil de l'école maternelle sera augmentée de 100 élèves et celle de l'école élémentaire de 68 élèves.

Afin d'envisager le projet de reconfiguration du groupe scolaire en site occupé et sans contrainte de relogement provisoire d'activité, il est projeté le déroulement de l'opération selon le phasage suivant :

-Phase 1 : La construction d'un bâtiment au nord de la parcelle afin de regrouper l'ensemble des classes d'élémentaire sur une surface utile de 1383 m<sup>2</sup>.

-Phase 2 : La restructuration lourde avec extension du bâtiment école élémentaire B pour accueillir l'école maternelle sur une surface utile de 1317 m<sup>2</sup>.

-Phase 3 : La démolition de 2 bâtiments situés sur le tracé de la future voirie. Il s'agit des bâtiments élémentaire A et maternelle

-Phase 4 : La construction d'un restaurant scolaire de 500 m<sup>2</sup> de surfaces utiles permettant d'assurer 400 repas/jour en service sur table pour les maternelles et en mode self-service pour les élémentaires, ce bâtiment hébergera aussi les activités médico-sociales sur une surface utile de 86m<sup>2</sup>.

-Phase 5 : La transformation de l'actuel bâtiment restaurant pour l'accueil périscolaire

-Phase 6 : les travaux d'aménagement des abords en lien avec La construction de la voirie (maîtrise d'ouvrage métropole).

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux au stade « programme » est fixée à 9 719 096,00 € HT (date de valeur : février 2024).

#### **Planning d'opération prévisionnel :**

Le planning prévisionnel de réalisation de l'opération est le suivant :

- Désignation du maître d'œuvre : Janvier 2025 ;
- Etudes : Tranche 1 : Janvier à octobre 2025 ; Tranche 2 : Avril à décembre 2026
- Consultation des entreprises : Tranche 1 : octobre 2025 à mars 2026 ; Tranche 2 : Janvier à Juin 2027

- Réalisation des travaux : Tranche 1 : Mars 2026 à 2030 ; Tranche 2 : Décembre 2027 à Septembre 2030
- Livraison de l'équipement : Tranche 1 et 2 : Septembre 2030

**Lieu(x) d'exécution :**

49 rue Léo Lagrange - 69 200 Vénissieux

## **1.2 – Missions de maîtrise d'œuvre confiées**

Les missions de maîtrise d'œuvre confiées sont les suivantes :

Missions de base au sens de l'article R24.31-1 et suivants du Code de la Commande Publique à savoir :

- Esquisse + (réalisée au stade de la consultation phase « remise des prestations »)
- APS
- APD
- PRO
- ACT
- VISA
- DET
- AOR

Missions complémentaires :

- OPC
- coordination SSI

## **1.3 – Mode de passation**

La présente consultation est lancée selon la technique d'achat du concours restreint en application des articles L2125-1-2° et R2162-15 à R2162-26 du Code de la Commande Publique.

La technique d'achat du concours permet à l'acheteur de choisir, après mise en concurrence et avis du jury, un plan ou un projet.

Le présent règlement de consultation concerne la phase « candidatures » du concours.

L'acheteur attribuera le marché de maîtrise d'œuvre dans les conditions de l'article R.2122-6 du Code la Commande Publique.

## **1.4 - Décomposition de la consultation**

Sans objet

## **1.5 - Type et forme de contrat**

Le marché est à tranche, en application de l'article R2113-4 du Code de la commande publique, considérant la durée de l'opération et l'évolution possible de la prospective scolaire.

- **La tranche ferme concerne les constructions neuves**
- **La tranche optionnelle concerne les réhabilitations**

La décision d'affermir chaque tranche optionnelle sera prise via ordre de service.

La tranche optionnelle sera affermie à l'issue du rendu de l'étude de prospective scolaire de mars 2026.

Toutefois, l'esquisse du concours intégrera bien l'ensemble des deux tranches sur la base des éléments de programme connus au stade de la phase offres.

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180** jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 – Respect du principe d'impartialité

En respect de l'article L2141-8 du CCP, ne peuvent concourir et participer aux missions de maîtrise d'œuvre, directement ou indirectement, les personnes ayant pris part à l'organisation et au déroulement du concours, à l'élaboration du programme et aux autres pièces constitutives du DCE, les membres de leur famille, ainsi que leurs associés groupés ou ayant des intérêts professionnels communs.

Cette disposition s'applique si les informations portées au DCE publié n'ont pu avoir pour effet de rétablir l'égalité de traitement entre tous les candidats.

### 2.3 – Forme juridique du groupement

En cas de groupement, le pouvoir adjudicateur impose un groupement conjoint avec solidarité du mandataire.

La forme en groupement conjoint se justifie par la diversité des compétences demandées et des missions exigées qui restent très spécialisées. Chacun des cotraitants ne doit se trouver ainsi engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. La responsabilité du mandataire permet de garantir la bonne exécution de la globalité de la mission et ainsi en cas de défaillance d'un cotraitant, proposer au maître d'ouvrage les solutions pour y remédier.

**Le mandataire sera obligatoirement un architecte.**

L'entreprise mandataire d'un groupement ne peut représenter, en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché.

Par ailleurs, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Interdiction est faite aux candidats de présenter pour le marché plusieurs candidatures en agissant en qualité de membre de plusieurs groupements **sauf pour la compétence Acoustique**.

### 2.4 - Variantes

Aucune variante proposée par les candidats n'est autorisée.

### 2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles / alternatives :

Sans objet

### 2.6 – Clauses de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, les clauses de réexamen suivantes pourront s'appliquer :

- L'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux du MOE est fixée par OS à l'approbation de l'APD
- La rémunération définitive du maître d'œuvre sera fixée phase APD par avenant et selon les modalités définies à l'acte d'engagement.
- Une clause de revoyure sera levée au moment de l'affermissement de la tranche optionnelle.
- Dans le cas où l'index de révision des prix prévu au présent marché ne serait plus publié lors de l'application de la formule mais où un index de substitution serait mis en place, le pouvoir adjudicateur prendra acte de ce changement par ordre de service. Dans l'hypothèse où l'index supprimé ne serait pas remplacé par un nouvel index, le pouvoir adjudicateur choisira un nouvel index se rapportant le mieux à l'objet des prestations.

- En cas de hausse conséquente des prix et sur justificatifs détaillés du titulaire du marché (telles que factures d'achat des matériaux), le titulaire du marché pourra demander à l'acheteur l'application anticipée de la révision de prix.

## 2.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestation similaire ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entraînera de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

## 2.7 – Composition du jury

Conformément à l'article R2162-18 du code de la commande publique, un jury sera chargé d'analyser et de formuler un avis motivé sur les candidatures ainsi que sur les projets anonymes remis par les candidats admis à la phase offre, au regard des critères énoncés dans le règlement de concours.

Le jury sera composé de 12 membres à voix délibératives et indépendants des candidats :

- Mme le Maire, ou son représentant, présidente du jury ;
- Cinq membres élus de la CAO ;
- Deux membres présentant un intérêt particulier au vue de l'objet de l'opération ;
- Quatre personnalités qualifiées possédant les mêmes qualifications que celles exigées des candidats

Seront également invités avec voix consultatives le Trésorier Public ou son représentant et un représentant de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP).

## 2.8 – Niveau de rendu des prestations exigé et prime allouée

Chaque concourant remettra un projet qui répondra au programme de l'opération de niveau « Esquisse + » selon les modalités définies dans les documents de la consultation.

Compte tenu de la remise de prestations attendues de la part des candidats admis à remettre une offre et conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, **une prime d'un montant de 65 000 € HT** sera attribuée à chaque candidat ayant remis un projet conforme au règlement de concours.

Pour le lauréat cette prime vaudra avance sur les sommes à valoir sur son marché ultérieur.

Le jury pourra toutefois proposer une réduction voire une suppression de primes, dans les conditions suivantes :

Conditions de suppression ou de diminution de la prime	Proposition du jury
<b>Plans et projets inappropriés</b> : réponse sans rapport avec le besoin de l'acheteur, «équivalent à une absence de projet	Suppression de la prime
<b>Plans et projets inacceptables</b> : projet dont la réalisation implique des conditions méconnaissant la législation en vigueur ou dont le financement ne peut être réalisé par	Abattement au plus égal à 50% du montant de la prime

les crédits alloués au marché	
<b>Plans et projets de qualité insuffisante et imprécisions dans les documents remis.</b>	Abattement au plus égal à 50% du montant de la prime
<b>En cas de non-conformité des plans et des projets</b> aux éléments constitutifs du dossier de consultation et notamment du programme détaillé ou du Règlement d'Urbanisme.	Abattement au plus égal à 50% du montant de la prime

### 3 - Conditions relatives au contrat

#### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du marché court de sa notification jusqu'à la fin de délai de garantie de parfait achèvement des travaux, soit une durée prévisionnelle de 72 mois à compter de la notification.

La date prévisionnelle de notification de l'ordre de service n°1 est : janvier 2025

A titre indicatif, l'acheteur prévoit de lancer la phase projet du concours au mois de juillet 2024, avec une remise des prestations au mois de septembre 2024.

#### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : le marché est financé sur fonds propres de la Collectivité + financements partenariaux suivants : 5 230 500 € ANRU.

D'autres participations peuvent intervenir (DSIL, FOND VERT, DPV etc.), les partenaires seront sollicités en temps opportun.

Une avance pourra être versée si les conditions articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique sont remplies.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévu, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

#### 3.3 – Clauses d'insertion par l'économie

Sans objet

### 4 - Contenu du dossier de consultation phase « candidatures »

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement du concours phase « candidatures » (RC) et ses annexes

\* Annexe 1 : Fiche de synthèse de composition de l'équipe

\* Annexe 2 : Cadre de réponse de la qualité architecturale

- DC1 et DC2

- l'attestation sur l'honneur

- Le Programme fonctionnel et architectural de l'opération

-Le planning prévisionnel de l'opération

-Le CCTP du marché de maîtrise d'oeuvre

Il est remis gratuitement à chaque candidat et est téléchargeable sur la plateforme <http://www.marchespublics.grandlyon.com>

Les candidats doivent vérifier le caractère complet de leur dossier lors du téléchargement. Aucune réclamation ultérieure ne pourra être prise en compte en cas de téléchargement incomplet.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Toute modification du dossier de consultation ou toute série de questions/réponses fera l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier ou lors de la demande de remise papier avec accusé de réception. **Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse (et il est ainsi recommandé de s'identifier en cas de retrait du dossier sur la plate-forme de dématérialisation).**

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Pour les candidats qui téléchargeraient le dossier de consultation sans authentification ou si l'adresse e-mail communiquée était erronée, il est de leur responsabilité de consulter régulièrement le dossier sur le site <http://www.marchespublics.grandlyon.com> pour vérifier si des modifications ont été apportées au dossier ou si des questions ou réponses ont été publiées.

## 5 – Compétences obligatoires attendues et seuils minimaux de capacité

La présente consultation s'adresse à des maîtres d'œuvre ayant obligatoirement des expériences et capacités professionnelles dans les domaines suivants :

COMPETENCES MINIMALES ATTENDUES	EFFECTIFS MINIMAUX
Architecture	2 architectes,
Ingénierie structure	1 ingénieur + 1 technicien
Fluides CVC, Electricité Courants forts et courants faibles	1 ingénieur + 1 technicien CVC, 1 ingénieur + 1 technicien CFO/CFA .
VRD / Espaces verts	1 ingénieur + 1 technicien +1 paysagiste
Economie de la construction	1 économiste
Acoustique	1 ingénieur + 1 technicien
Qualité environnementale bâtie,	1 ingénieur QEB
OPC	2 ingénieurs <b>ou architectes</b> ou techniciens
SSI	1 ingénieur ou technicien

Un même cotraitant peut exercer plusieurs compétences. L'absence d'une compétence exigée entraînera l'élimination de la candidature.



## 6 - Présentation des candidatures

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

**Afin de faciliter l'ouverture des fichiers par l'acheteur, il est vivement conseillé d'utiliser les intitulés de fichiers électroniques indiqués dans les tableaux présentant les éléments à remettre dans les plis.**

Les pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique exigées sont les suivantes :

Il est préalablement précisé qu'en cas de groupement, hormis le DC1 qui doit être commun aux cotraitants et donc remis en un seul exemplaire, les documents requis ci-dessous devront être fournis par chaque cotraitants :

Nommage du fichier électronique remis dans l'offre	Libellés
01_DC1	Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants « <b>imprimé DC1</b> » <b>joint au DCE ou document équivalent</b>
02_ATTEST_DC1	A défaut de transmission du DC1, la <b>déclaration sur l'honneur du candidat unique ou de chaque cotraitant</b> pour justifier qu'ils n'entrent dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
03_DC2	Déclaration du candidat unique ou de chaque membre du groupement établi selon « <b>l'imprimé DC2</b> » <b>joint au DCE ou document équivalent</b>
04_CA	Déclaration du candidat unique ou de chaque membre du groupement concernant les <b>trois derniers chiffres d'affaire disponibles</b> à moins que ces renseignements n'aient été indiqués dans le DC2.
05_RJ	En cas de redressement judiciaire du candidat unique ou de chaque membre du groupement, <b>la copie du ou des jugements prononcés.</b>  <b><i>Attention : Dans l'hypothèse où un candidat serait placé en redressement judiciaire après le dépôt de son offre, il doit en informer la ville sans délai.</i></b>
06_HABI	Les <b>habilitations du mandataire</b> de la part de chaque membre du groupement
07_PVRS	<b>Pouvoir de signature des personnes habilitées</b> à engager les sociétés membres du groupement (Kbis, délégation de signature accompagné d'un KBis le cas échéant, etc.)
08_INSCRIPTION_ORDRE	<b><u>Pour le ou les architectes</u></b> : Preuve de l'inscription à l'ordre des architectes pour l'année en cours
09_SYNTHESE	<b>La fiche de synthèse de la composition de l'équipe, cadre de réponse n°1 joint au DCE à compléter et à fournir sous un format modifiable.</b>
10_REF_ARCHI	<b><u>Pour la compétence architecturale</u> : la présentation des références architecturales, Cadre de réponse n°2 joint au présent DCE à compléter et à fournir sous un format modifiable.</b>  Une sélection de 3 références imagées de projets réalisés, en cours de réalisation ou en projet, ayant un rapport avec l'opération (missions, surface, montant).  <b><i>Pour ces références, à défaut de réalisations de moins de 5 ans, le candidat est autorisé à présenter des références de réalisations de moins de 10 ans.</i></b>

	Si le candidat fournit plus de 3 références, il doit préciser les trois références sur la base desquelles sa candidature sera jugée. À défaut, le maître d'ouvrage retiendra les plus récentes, dans la mesure où les informations remises le permettent ; si tel n'est pas le cas, les trois premières références seront retenues.
11_CV_ARCHI	<p><b>Indication des titres d'études et professionnels</b> de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public :</p> <p><b>2 CV architectes justifiant :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Le seuil de compétence minimale : Architecture</b></li> <li>• <b>Le seuil d'effectifs : 2 Architectes DPLG ou HMONP, avec inscription au tableau des architectes 2024 pour le mandataire.</b></li> </ul>
12_CV_STRUCTURE	<p><b>Indication des titres d'études et professionnels</b> de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public :</p> <p>Pour la compétence « ingénierie structure », les CV devront contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplômes</li> <li>• Formations</li> <li>• Expériences professionnelles</li> </ul>
13_CV_FLUIDES	<p><b>Indication des titres d'études et professionnels</b> de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public :</p> <p>Pour les compétences « Fluides CVC, Electricité Courants forts et courants faibles », les CV devront contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplômes</li> <li>• Formations</li> <li>• Expériences professionnelles</li> </ul>
14_CV_VRD_EV	<p><b>Indication des titres d'études et professionnels</b> de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public :</p> <p>Pour les compétences « VRD / Espaces verts », les CV devront contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplômes</li> <li>• Formations</li> <li>• Expériences professionnelles</li> </ul>
15_CV_ECO	<p><b>Indication des titres d'études et professionnels</b> de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public :</p> <p>Pour la compétence « économie de la construction », les CV devront contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplômes</li> <li>• Formations</li> <li>• Expériences professionnelles</li> </ul>
16_CV_ACO	<p><b>Indication des titres d'études et professionnels</b> de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public :</p> <p>Pour la compétence « Acoustique », les CV devront contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplômes</li> <li>• Formations</li> <li>• Expériences professionnelles</li> </ul>

17_CV_QEB	<p><b>Indication des titres d'études et professionnels</b> de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public :</p> <p>Pour la compétence « Qualité environnementale bâtie », les CV devront contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplômes</li> <li>• Formations</li> <li>• Expériences professionnelles</li> </ul>
18_CV_OPC	<p><b>Indication des titres d'études et professionnels</b> de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public :</p> <p>Pour la compétence « OPC », les CV devront contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplômes</li> <li>• Formations</li> <li>• Expériences professionnelles</li> </ul>
19_CV_SSI	<p><b>Indication des titres d'études et professionnels</b> de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public :</p> <p>Pour la compétence « SSI », les CV devront contenir à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplômes</li> <li>• Formations</li> <li>• Expériences professionnelles</li> </ul>

Chacun des documents précités pourra faire l'objet d'équivalence. Tout moyen de preuve équivalent pourrait être accepté par le pouvoir adjudicateur. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) joints au DCE ou** disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME)

**Le candidat peut faire état de capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature des liens juridiques qui l'unissent à ces opérateurs.**

Dans ce cas, il devra inclure dans sa candidature :

- la désignation des opérateurs économiques (formulaire DC2 rubrique G, ou équivalent),
- une déclaration sur l'honneur de ce ou ces opérateurs économiques pour justifier qu'il(s) n'entre(nt) dans aucun des cas d'exclusion de la procédure prévus dans le code de la commande publique et notamment qu'il(s) est (sont) en règle concernant l'emploi des travailleurs handicapés,
- les documents prouvant la capacité technique, financière, professionnelle des dits opérateurs économiques,
- la preuve qu'il disposera pour l'exécution du marché public de ces capacités. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. Pour exemple : un engagement écrit de chacun attestant qu'il met à disposition du candidat ses capacités.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marchespublics.grandlyon.com>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**Commune de Vénissieux / DRF**  
Hôtel de Ville de Vénissieux  
5 avenue Marcel Houël  
BP 24  
69631 Vénissieux Cedex

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

- formats bureautiques ouverts (odt / ods / odp / odg) -Suite bureautique office (world, excel ...)
- PDF

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

Afin de faciliter l'ouverture des fichiers par l'acheteur, il est vivement conseillé d'utiliser les intitulés des fichiers électroniques indiqués dans les tableaux présentant les éléments à remettre dans les plis (articles 6.1 et 6.2 du présent document).

Dans tous les cas, il est demandé aux candidats de ne pas dépasser 30 caractères dans le nommage de leurs fichiers.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties si le titulaire retenu ne dispose pas de certificat de signature électronique.

La remise d'une offre électronique signée à l'aide d'un certificat de signature électronique (le scan d'une signature manuscrite ne vaut pas signature électronique) est fortement recommandée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## **8- Examen des candidatures**

### **8.1 – Cas de non-conformité des candidatures**

L'analyse des candidatures sera faite selon les dispositions de l'article R.2144-1 et suivants du code de la Commande Publique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur dispose de la possibilité de ne pas réclamer les pièces absentes ou incomplètes du dossier de candidature et de rejeter celle-ci en l'état.

Le complément des candidatures ne sera donc pas systématique.

Seront éliminées les candidats notamment :

- visés par une interdiction de soumissionner,
- présentant des capacités financières, techniques ou professionnelles jugées insuffisantes,
- ne respectant pas les seuils minimaux éventuellement exigés,
- dont le pli est arrivé postérieurement à la date et l'heure limite de remise des candidatures,
- dont le pli rend impossible l'identification de l'affaire à laquelle le pli est destiné sans prise de connaissance du contenu de la candidature,
- dont le pli n'est pas rédigé en langue française,
- dont le pli ne contient pas les documents visés au présent règlement,
- n'ayant pas répondu à la demande éventuelle de complément de candidature effectuée par le pouvoir adjudicateur,
- en cas de présence d'une même entreprise dans plusieurs groupements, sauf pour les compétences pour lesquelles l'exclusivité n'est pas requise.

**Les niveaux des seuils minimaux sont mentionnés dans l'avis d'appel public à la concurrence et rappelés dans le présent document lorsqu'ils sont imposés.**

## **8.2 – Critères de sélection des candidatures**

Les candidatures recevables seront analysées au regard des critères suivants sur la base documents remis dans la candidature :

- **Critère 1 : qualité architecturale des références produites en matière d'opérations d'équipements public, en privilégiant les références portant sur des opérations comparables (50 points)**

Ce critère sera apprécié au regard des réponses apportées par le candidat dans le cadre de réponse 2 remis dans le cadre du dossier de consultation des entreprises.

- **Critère 2 : Qualité technique des références en matière de Structure, Fluides/Thermique/Electricité, Économie de la construction, Qualité environnementale bâtie, Acoustique, VRD/ Espaces Verts et OPC, en privilégiant les références portant sur des opérations comparables (40 points).**

Ce critère sera apprécié au regard des réponses apportées par le candidat dans le cadre de réponse 1 remis dans le cadre du dossier de consultation des entreprises.

- **Critère 3 : Capacité professionnelle du candidat (10 points)**

Ce critère sera apprécié au regard des réponses apportées par le candidat dans le cadre de réponse 1 et dans les CV remis dans le cadre du dossier de consultation des entreprises.

Chaque critère est noté selon un barème de 1 à 5, par ordre croissant de qualité :

- 1 = insuffisant ou non renseigné
- 2 = plusieurs points faibles ou imprécisions
- 3 = moyen
- 4 = satisfaisant
- 5 = très satisfaisant

## **8.3 – Limitation du nombre d'équipes admises à remettre une offre**

Nombre maximum de candidats admis à remettre une prestation : **3 sous réserve que le nombre de candidats retenus en application des critères de sélection des candidatures soit suffisant.**

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marchespublics.grandlyon.com>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

### **9.2 - Procédures de recours**

La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Lyon - 184, rue Duguesclin, 69003 Lyon.

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel : avant la signature du marché (article L.551-1 du code de justice administrative);
- Référé suspension : avant la signature du marché (article L.521-1 du code de justice administrative) ;
- Référé contractuel : après la signature du marché (article L.551-13 du code de justice administrative) ;
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis de publicité de la conclusion du contrat. Cet avis prendra la forme d'un avis d'attribution et sera publié sur les mêmes supports que l'avis d'appel public à la concurrence ;
- Recours pour excès de pouvoir contre la déclaration d'infructuosité ou de sans suite dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision au candidat.

Pour plus d'informations, s'adresser au greffe du Tribunal Administratif de Lyon.

Greffe du Tribunal Administratif de Lyon  
184, rue Duguesclin  
69003 –Lyon  
Téléphone : 04 78 14 10 10  
Télécopie : 04 78 14 10 65  
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr